

ment plus facile de proclamer les principes abstraits d'une Constitution unitaire que de les appliquer dans l'Autriche réelle. Devant les difficultés, le zèle réformateur et constitutionnel des ministres diminua, à mesure qu'augmenta l'influence en haut lieu des partisans de l'absolutisme.

Le régime du provisoire, de l'état de siège, auquel était soumise la plus grande partie de la monarchie, suspendait l'effet de la plupart des mesures libérales qui étaient décrétées en théorie. Celles que l'on avait vraiment mises en pratique ne purent pas, pour les mêmes raisons, rester longtemps en vigueur. Les ministres sincèrement constitutionnels, Schmerling à la justice, Bruck au commerce, donnèrent leur démission quand ils virent où allait le gouvernement. Pendant ce temps, le Reichsrath, le conseil de la couronne institué par la Constitution, s'organisait, et ses membres étaient choisis parmi les anciens fonctionnaires ou les aristocrates les moins suspects d'attachement au système constitutionnel. La Constitution garantissait la liberté de la presse ; mais Palacký, à la suite de son article sur la décentralisation, accueilli avec enthousiasme même dans les provinces allemandes, était mis en demeure de se taire, et le journal où il l'avait publié supprimé. Havlíček, le grand journaliste tchèque, tracassé sans cesse par la police, avait été traduit devant le jury et acquitté : par simple mesure administrative, on l'interna à Brixen, dans le Tirol. Le gouvernement violait les droits personnels les plus élémentaires des citoyens ; mais les baïonnettes répondaient de l'ordre, et la réaction pouvait marcher plus hardiment.

Elle garda quelques ménagements, tant que le péril révolutionnaire sembla redoutable. Ni les gouvernements ni l'opinion n'avaient considéré sa victoire en 1849 comme définitive. Ils attendaient également un nouveau soulèvement en France, d'où résulterait un nouveau bouleversement européen. Mais sur ces entrefaites survint le 2 décembre : le parti de la Révolution en France se trouva décimé pour longtemps. Les gouvernements réactionnaires ne furent pas longs à comprendre quel service Louis-Napoléon leur avait rendu. L'organe officiel du ministère autrichien publia dès le 4 décembre l'apologie du coup d'État : il n'y a en Europe qu'une tâche de première importance, la défense sociale contre l'anarchie ; quiconque s'y attache est un allié pour les gouvernements conservateurs. Louis-Napoléon l'a entreprise et menée à bonne fin, il a donné des gages à la bonne cause, et il a prouvé son talent ; on peut donc avoir confiance en lui¹. On

1. (Springer), *Gegenwart*, XI, 343.